

Le Burkina Faso encore ciblé par le djihadisme

L'attentat de Ouagadougou met en lumière la vulnérabilité du pays face au terrorisme islamiste



Comment empêcher un commando de quelques hommes, prêts à mourir, de commettre un carnage parmi des civils délibérément visés? La question taraude tous les pays affectés par le djihadisme, et le Burkina Faso n'y échappe pas. Dimanche 13 août au soir, un nouvel attentat dans le centre-ville de Ouagadougou, la capitale, qui a fait 18 morts, dont un Français, et 22 blessés selon un bilan officiel, est venu rappeler la vulnérabilité du « pays des hommes intègres ».

« Est-ce que l'on peut être prêt face à ce type d'attaque? Aujourd'hui, n'importe qui peut se mêler à la foule et mitrailler tout le monde », plaide le capitaine Guy-Hervé Yé, le porte-parole de la gendarmerie, fier de ses unités spéciales qui ont « neutralisé les deux terroristes qui s'étaient cachés dans l'immeuble du café Aziz Istanbul », où a été perpétré l'attentat. « Cette fois, les unités étaient plus aguerries et la coordination meilleure », se satisfait l'officier.

Mi-janvier 2016, lors de la première attaque terroriste à Ouagadougou, quand trois jeunes hommes envoyés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) avaient tué 30 personnes sur la même avenue Kwame Nkrumah, celles-ci avaient montré d'immenses failles. Venues les appuyer, des forces spéciales françaises, qui disposent d'un détachement sur place, avaient notamment essuyé des tirs amis. « L'intervention a été extraordinairement cafouilleuse », maugréait quelques heu-

res plus tard un officiel français.

Sans l'appui de la France

Cette fois, les forces antiterroristes burkinabées sont venues à bout des assaillants, sans l'appui de la France, ni les Etats-Unis, qui ont tous deux proposé leur aide. Selon un proche du président Kaboré, l'offre a été déclinée car, explique-t-il, « nos hommes tenaient la situation malgré la modicité de leurs moyens ».

Si le Burkina Faso est le théâtre d'une insécurité grandissante, il le doit tout d'abord à son voisin malien. Outre AQMI, qui a mené des assauts sanglants et des enlèvements de ressortissants occidentaux au Burkina (un mineur roumain et un chirurgien australien sont toujours retenus en otages), le pays a aussi subi, en moins d'un an, deux attaques du groupe d'Adnane Al-Sahraoui, rallié à l'organisation Etat islamique (EI).

Devenu la cible des djihadistes de la région qui lui reprochent de fournir des casques bleus à la mission des Nations unies au Mali, d'offrir l'hospitalité aux militaires français ou encore d'être engagé dans le G5 Sahel, qui doit réunir les armées de la région, le Burkina Faso fait également face à une insurrection islamiste locale.

Depuis décembre 2016, Ansarul Islam, un mouvement fondé par Ibrahim Malam Dicko, un imam peul, mène des raids contre les forces de l'ordre – douze soldats tués le 16 décembre à Nassoumbou –, sème la terreur parmi les élites du nord du pays et abat ceux qui, dans cette région frontalière du Mali, seraient tentés d'envoyer leurs enfants suivre

une scolarité normale.

Pour les Burkinabés, cette insécurité est nouvelle. Durant les années de règne de Blaise Compaoré (1987-2014), le pays vivait dans une apparente tranquillité, habi-

Si le pays est aujourd'hui le théâtre d'une insécurité grandissante, il le doit d'abord à son voisin malien

tué à jouer les médiateurs – pas toujours neutres – dans les crises de ses voisins. Dans tout le Sahel, le Mauritanien Moustapha Chafi, un conseiller spécial du président renversé par la rue, et le général Gilbert Diendéré, son chef d'état-major particulier aujourd'hui en prison, avaient noué des contacts avec des figures djihadistes qui permirent notamment la libération d'otages occidentaux.

« Nous avons mené un travail de fourmi pour obtenir du renseignement », raconte un homme de l'ombre de Blaise Compaoré. Quand nous nous sommes aperçus que l'on ne pouvait pas compter sur les Maliens pour protéger notre frontière, nous avons identifié les points de passage entre les deux pays et recruté des informateurs au Mali. Nous leur donnions des téléphones, de l'argent. C'est notamment grâce à l'un d'eux que nous avons retrouvé les premiers le site où s'était crashé l'avion d'Air

Algérie » en juillet 2014.

« L'Etat n'a pas de stratégie »

Selon cette source, les services de renseignement de l'ancien régime auraient déjoué « un attentat d'urgence en Côte d'Ivoire et l'enlèvement d'un Israélien à Bamako ». Puis de conclure, amer: « Aujourd'hui, notre capacité de défense est nulle. Dans la lutte antiterroriste, nos dirigeants ne comptent que sur la France et les pays étrangers. »

Après l'attaque de janvier 2016, des dignitaires actuels avaient voulu voir la main déstabilisatrice de l'ancien régime derrière

l'attentat. « Sous Blaise [Compaoré], les trafiquants et contrebandiers avaient leur corridor au Burkina, un libre accès au Nord pour remonter au Sahel, avance une source sécuritaire. S'ils étaient chassés du Mali ou du Niger, ils savaient qu'ils pouvaient revenir tranquillement au Burkina Faso. Ce n'est plus le cas. Ils ont donc tout intérêt à déstabiliser la zone pour pouvoir circuler plus librement. C'est une bataille menée par un réseau qui veut récupérer son corridor. »

Ce gendarme n'épargne pas non plus le pouvoir en place: « Ces derniers mois, la fréquence des attaques dans le Nord avait augmenté. Mais personne n'a pris ses responsabilités. L'Etat n'a pas de stratégie antiterroriste. Les autorités ne font que boucher les trous. » Depuis mai, le Burkina a subi 20 attaques ayant tué près de 50 personnes. ■

CYRIL BENSIMON (AVEC MORGANE LE CAM, À OUAGADOUGOU)